



Enquête sur les Sources des Chocs de Croissance Asymétrique et d'Inflation dans la Région De l'UEMOA

Yao Dossa Tadenyo

Août 2021 / No.769

Résumé

La recherche empirique a déjà établi l'existence de chocs asymétriques entre les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La présente étude réexamine cette problématique en tentant de répondre à la question suivante : les asymétries au sein de la zone UEMOA, sont-elles liées à des chocs spécifiques aux pays ou proviennent-elles de réponses hétérogènes à des chocs communs ?

Pour répondre à cette question, l'étude s'est appuyée sur l'estimation d'un modèle VAR structurel bivarié pour chaque pays membre de l'UEMOA en utilisant

des données annuelles de 1997 à 2019. Les résultats révèlent de faibles corrélations entre les chocs de croissance dans les pays de l'UEMOA, tandis que les chocs de prix apparaissent relativement plus corrélés. Cette situation s'explique par l'existence de facteurs nationaux persistants qui déterminent en grande partie les fluctuations du produit intérieur brut (PIB) réel et de l'indice des prix à la consommation harmonisée au sein de l'Union.

Des analyses contrefactuelles ont été menées pour vérifier quelle serait la symétrie des chocs s'ils n'avaient qu'une composante spécifique ou commune. Elles montrent que la persistance et l'ampleur des facteurs spécifiques aux pays contribuent significativement aux différences de taux de croissance et d'inflation au sein de la région de l'UEMOA. De plus, les chocs communs aux pays membres de l'Union expliquent la plupart des fluctuations du cycle du PIB réel et des prix à la consommation au sein de l'Union. Les asymétries nationales observées ne seraient pas associées à des réponses hétérogènes aux chocs communs aux pays membres de l'Union. Elles sont plutôt dues à la persistance et à l'importance de facteurs nationaux spécifiques. Les régressions effectuées sur des données de panel des pays de l'Union confirment la persistance dans le temps de facteurs spécifiques liés à la croissance et à l'inflation.

Introduction

Dans le contexte d'une union monétaire caractérisée par le développement de la politique monétaire à une autorité supranationale, le mauvais fonctionnement des mécanismes d'ajustement tels que la flexibilité des salaires et la mobilité de la main-d'œuvre peut augmenter les coûts d'adhésion (De Grauwe, 2000). À cet égard, l'optimalité de la renonciation à la souveraineté monétaire nationale est directement liée au degré de similitude des caractéristiques structurelles des pays membres de l'union et à leur degré d'intégration.

Selon Zdzienicka et al. (2013), un choc qui affecte tous les membres d'une union monétaire de manière similaire peut, en principe, être traité par une politique monétaire commune ou par une réponse coordonnée de politique budgétaire. Toutefois, les interventions communes de politique monétaire ne peuvent pas constituer une réponse appropriée à un choc asymétrique. Pour ce type de choc, une réponse de politique fiscale (nationale ou via des transferts fiscaux) reste le principal instrument disponible.

Ces résultats de la littérature théorique et empirique amènent à s'interroger sur la mesure dans laquelle les évolutions macroéconomiques récentes dans la région de l'UEMOA, notamment celles liées aux efforts de convergence initiés depuis 1999, ont eu un impact sur le degré de symétrie des chocs entre les pays.

La politique monétaire de la région UEMOA s'inscrit dans un cadre institutionnel régi par les accords de coopération monétaire avec la France. Ces accords sont régis par quatre principes fondamentaux. Il s'agit de la garantie de convertibilité illimitée du franc CFA émise par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la parité fixe avec l'euro, de la libre transférabilité au sein de la zone CFA et de la centralisation des réserves de change. En contrepartie de la convertibilité illimitée garantie par le ministère français des Finances, la BCEAO dépose 50 % de ses réserves de change sur le "compte d'opérations", un compte spécial détenu par le ministère français des Finances. Ces accords confèrent au régime de change des éléments à la fois d'un régime d'union monétaire et d'un régime de taux de change fixe. En effet, le taux de change de la monnaie locale, le franc CFA, est strictement fixé par rapport au franc français, puis à l'euro à partir de janvier 1999, après l'adoption de l'euro par la France. En outre, l'émission monétaire est limitée par le montant des réserves de change.

En général, les pays de l'Union ont pu profiter de leur stabilité macroéconomique, de l'amélioration des institutions politiques nationales, des efforts d'investissement et des prix favorables des matières premières pour enregistrer des performances de croissance fortes et soutenues ces dernières années (plus de 6 % depuis 2012). En outre, le lien avec l'euro a permis un faible niveau d'inflation (moins de 3 % par an en moyenne). Par ailleurs, la discipline budgétaire imposée par les critères de convergence a permis, dans un contexte d'amélioration des termes de l'échange, de maintenir des ratios de déficit budgétaire inférieurs à 3 %.

Cependant, la région de l'UEMOA ne remplit pas tous les critères nécessaires à une zone monétaire optimale. Selon la BCEAO (2012), les cycles économiques des pays de l'UEMOA ne sont pas synchronisés en raison de plusieurs facteurs structurels. La structure de leurs économies les soumet à des chocs internes et externes spécifiques. En effet, toutes ces économies sont fortement concentrées sur la production et surtout l'exportation d'une gamme limitée de produits primaires peu transformés. Une telle structure économique rend les pays de l'Union vulnérables aux chocs externes et aux conditions climatiques dans la mesure où la production agricole dépend des précipitations. Ces chocs seraient fréquents et, dans une large mesure, asymétriques (Basdevant et al., 2015). En outre, la sous-région a également connu des turbulences sociopolitiques récurrentes qui ont eu un impact significatif sur l'activité économique (FMI, 2013b).

D'autre part, il existe des signes évidents d'hétérogénéité au sein de l'Union et l'intégration économique dans la région a été limitée (FMI, 2013a). Plus précisément, les structures économiques en place sont encore caractérisées par des disparités. En effet, les économies sahéniennes de l'Union (Burkina, Mali et Niger) - très sensibles aux aléas climatiques - se distinguent des économies côtières dont les performances dépendent fortement du commerce extérieur (Bénin et Togo). La Côte d'Ivoire et le

Sénégal forment un troisième groupe d'économies relativement plus industrialisées et fortement dominées par le secteur tertiaire et principalement par les activités du secteur des services.

Ces caractéristiques structurelles ont justifié la mise en place de politiques de convergence au sein de l'Union. Les efforts entrepris par les États de l'Union dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PSCS) constituent des leviers potentiels pour amener les cycles économiques des différents pays de l'Union à un état commun. Ce mécanisme de surveillance multilatérale, en place depuis 1999, comprend des critères clés relatifs au rapport entre le solde budgétaire de base et le PIB nominal ($\leq 3\%$), le taux d'inflation annuel moyen ($\leq 3\%$), le rapport entre l'encours de la dette intérieure et extérieure et le produit intérieur brut (PIB) nominal ($<70\%$) et la non-accumulation d'arriérés de paiement. Cela pourrait contribuer à une synchronisation des cycles économiques. En effet, selon Frankel et Rose (1998), la synchronisation des cycles économiques peut être endogène et augmenter dans le temps avec le niveau d'intégration économique au sein d'une union monétaire. En particulier, les efforts déployés depuis 1999 dans le cadre du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité (PSCS) auraient pu favoriser une meilleure synchronisation des cycles économiques entre les pays de l'UEMOA.

Cette étude se concentre sur l'asymétrie récente des chocs entre les pays membres de l'UEMOA. Cet accent est dû aux réformes macroéconomiques menées au cours de cette période, qui pourraient faire converger les cycles économiques nationaux au sein de l'Union. En outre, l'article tente de répondre à une question qui n'a pas été abordée par les études précédentes. En effet, les études traitant de l'asymétrie des chocs dans la région de l'UEMOA se sont limitées à calculer la corrélation entre les chocs affectant les différents pays membres de l'Union. Cependant, ces résultats empiriques donnent peu d'indications sur les sources de l'asymétrie des chocs au sein de l'Union. L'objectif de cette étude était donc double. Premièrement, elle a cherché à réévaluer l'asymétrie des chocs dans la région de l'UEMOA, sur la base de données annuelles prises de 1997 à 2019. Deuxièmement, elle s'intéresse aux sources de cette asymétrie en évaluant les contributions relatives des chocs communs et des chocs spécifiques à chaque pays aux fluctuations de la croissance économique et de l'inflation.

En résumé, cette étude se distingue des précédentes par deux aspects principaux. Premièrement, elle utilise une approche méthodologique empruntée à Giannone et Reichlin (2006) et à Stavrev (2007, 2008) pour explorer les sources d'asymétries de chocs entre les pays membres de l'UEMOA. Il s'agit de deux modèles vectoriels autorégressifs (SVAR) structurels bivariés pour chaque pays membre de l'Union, l'un pour la croissance et l'autre pour l'inflation. Ces modèles sont estimés à partir des données de 1997 à 2019. Deuxièmement, l'étude permet de répondre

à la question suivante : l'asymétrie des chocs au sein de la région UEMOA, est-elle due à des chocs spécifiques aux pays membres ou à des réponses variées à des chocs communs ? Troisièmement, l'impact des réformes de la politique de convergence et la persistance des facteurs spécifiques aux pays de l'Union sont abordés. Le reste de l'article est présenté comme suit. La section 2 est consacrée à l'analyse empirique.

Faits stylisés des économies de l'UEMOA

Les pays de l'UEMOA dépendent tous de la production et de l'exportation de produits primaires avec une transformation minimale. Au-delà de ces caractéristiques communes, des disparités subsistent entre les économies membres de l'Union. En effet, les données du tableau 1 suggèrent un rôle important du secteur primaire dans le PIB dans tous les pays sauf le Sénégal (14,53 %). La contribution relative du secteur secondaire à la production nationale dans certains pays, notamment la Guinée-Bissau (13,46 %), le Bénin (17,24 %) et le Togo (17,18 %), est largement inférieure à la moyenne sous-régionale (voir tableau 1). La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les économies de l'Union ayant un niveau de développement industriel relativement plus avancé, malgré la contribution relativement élevée du secteur secondaire au Burkina Faso (22,41 %).

Tableau 1. Contribution des secteurs économiques au PIB (moyenne de 1997 à 2019) en %.

	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Secteur primaire	27,03	25,25	19,68	36,84	31,00	34,35	14,53	24,80	22,53
Secteur secondaire	17,24	22,41	20,76	13,46	21,48	19,68	23,96	17,18	20,85
Secteur tertiaire	55,73	52,34	59,57	49,70	47,52	45,96	61,51	58,01	56,62

Source : Calcul de l'auteur basé sur les publications statistiques de la BCEAO

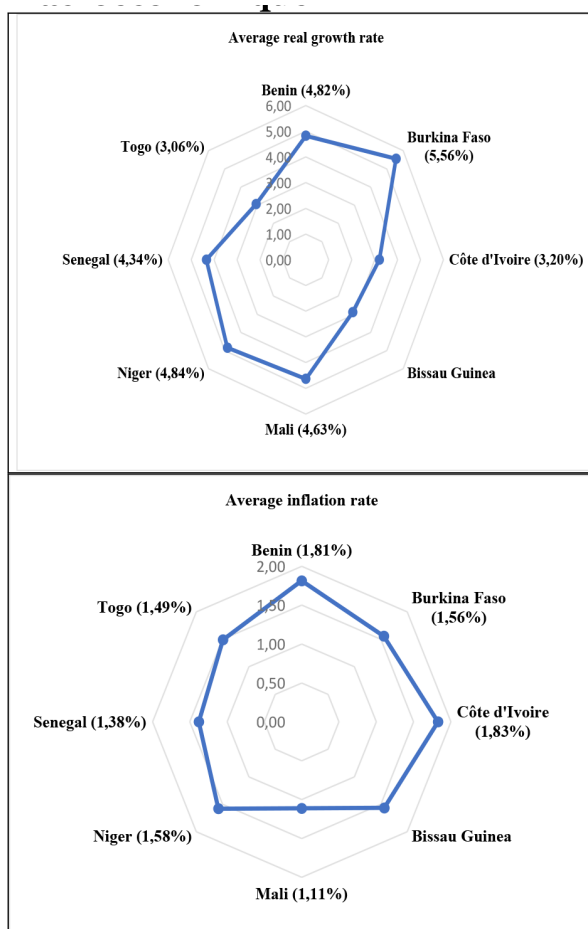
Analyse graphique des écarts de performance macroéconomique

Les disparités dans les performances nationales sont examinées à l'aide de cinq indicateurs. Il s'agit du taux de croissance du PIB réel, du taux d'inflation annuel, du ratio solde budgétaire de base/PIB, du taux de change effectif réel et du ratio dette extérieure/PIB. Les polygones sont construits à partir des données moyennes annuelles individuelles des huit pays membres de l'UEMOA. Des problèmes d'échelle

pourraient rendre difficile la comparaison des taux de croissance et des ratios s'ils étaient représentés sur le même graphique. Ce problème est évité en construisant les polygones par indicateur. Les valeurs nationales des indicateurs considérés sont obtenues à partir des moyennes sur la période 1997-2019.

Les octogones retraçant la distribution des performances moyennes apparaissent inégaux. Ils reflètent une divergence des performances nationales entre les pays de l'Union. En termes de croissance du PIB réel, le Burkina Faso se démarque nettement du reste de l'Union avec un taux de croissance moyen de 5,56 %, contre 2,98 % pour la Guinée-Bissau, 3,06 % pour le Togo et 3,20 % pour la Côte d'Ivoire. Les taux de croissance réels moyens relativement faibles en Guinée-Bissau, au Togo et en Côte d'Ivoire peuvent s'expliquer par les troubles socio-politiques qu'ils ont connus au cours de la période d'étude. De même, le polygone des taux de change effectifs réels est très incohérent, reflétant les différences de compétitivité internationale des économies de l'Union et leur exposition à divers chocs commerciaux. Les mêmes disparités sont observées lorsque l'on considère les polygones représentant le solde primaire/PIB et la dette extérieure/PIB (voir figure 1). Seuls les taux d'inflation nationaux présentent relativement moins de variation. Leurs valeurs nationales moyennes sont de l'ordre de 1,11 % et 1,83 %, respectivement au Mali et en Côte d'Ivoire.

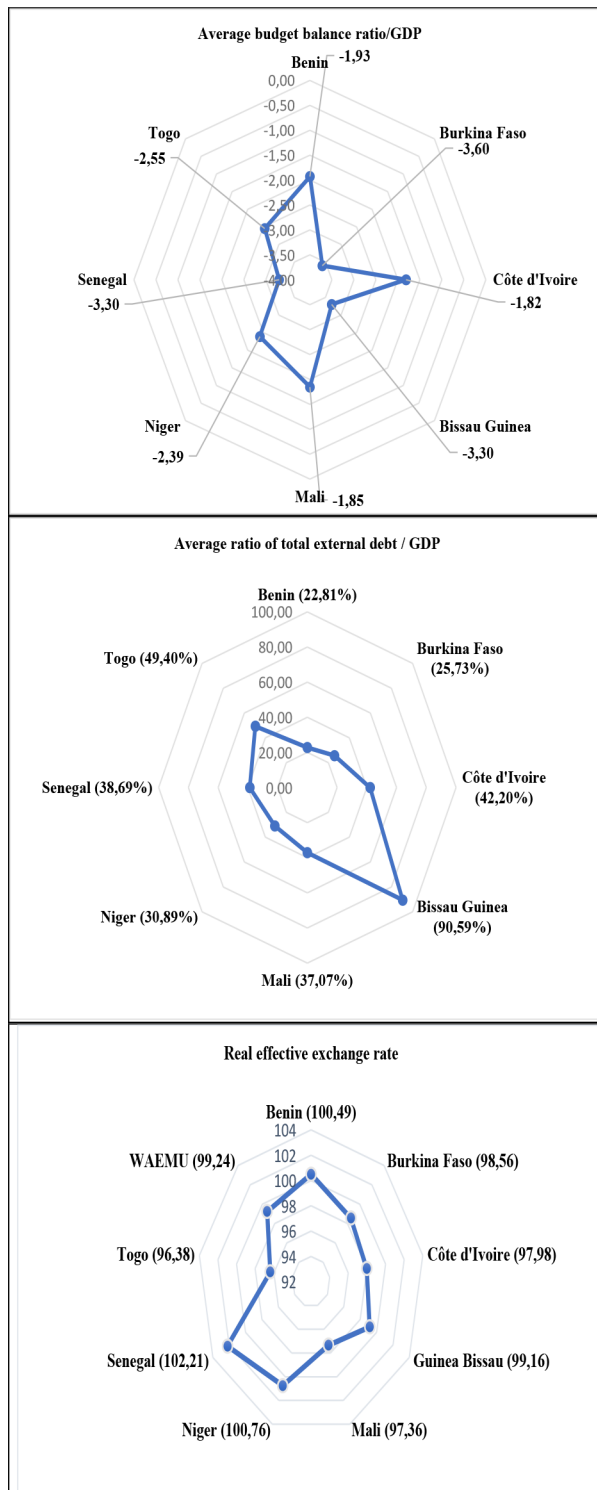
En résumé, cette analyse graphique (figure 1) révèle l'existence d'écarts entre les performances macroéconomiques nationales. En outre, les disparités nationales sont étudiées, sur la base d'une analyse du degré de synchronisation des cycles économiques et des prix.

Figure 1. Comparaison des indicateurs de performance macroéconomique¹

continued next page

- 1 Le taux de croissance réel moyen et le taux d'inflation moyen pour la période sont obtenus à partir des moyennes géométriques des taux de croissance annuels respectifs du PIB réel et de l'indice harmonisé des prix à la consommation. Les ratios moyens pour la période sont obtenus à partir des ratios moyens des soldes budgétaires globaux, y compris les dons par rapport au PIB, et de la dette extérieure par rapport au PIB. Les taux de change effectifs réels moyens pour la période sont des moyennes géométriques des taux de change effectifs réels annuels.

Figure 1. Continued



Note : Calculs de l'auteur à partir des publications statistiques de la Banque centrale (BCEAO).

Conclusion et recommandations politiques

Cette étude réexamine la question des chocs asymétriques dans les unions monétaires en utilisant les données des pays membres de l'UEMOA. Il est généralement admis qu'en présence de chocs asymétriques, les coûts associés à l'appartenance à une union monétaire peuvent dépasser les avantages qu'un pays en dérive si les mécanismes de compensation ne fonctionnent pas bien.

Compte tenu des réformes entreprises depuis janvier 1994, notamment l'adoption d'un cadre de convergence et de surveillance multilatérale, il convient de s'interroger sur le degré d'asymétrie entre les pays membres de l'Union et d'identifier les sources de la dispersion des performances économiques nationales. À cet égard, cette étude explore l'asymétrie des chocs entre les pays de l'UEMOA sur la période récente et tente de répondre à une question non abordée par les études précédentes. En effet, ces travaux sur l'asymétrie des chocs dans la région UEMOA se sont limités au calcul de la corrélation entre les chocs affectant les différents pays membres de l'Union. Ces travaux fournissent peu d'indications sur les sources de l'asymétrie des chocs au sein de l'Union. Ainsi, tout en revisitant l'asymétrie des chocs dans l'Union sur la base des données annuelles de 1997 à 2019, notre étude identifie les sources de l'asymétrie en évaluant les contributions relatives des chocs communs et spécifiques à chaque pays aux fluctuations de la croissance économique et de l'inflation.

L'analyse économétrique est basée sur une spécification VAR structurelle bivariée pour chaque pays membre. Les résultats révèlent de faibles corrélations entre les chocs de croissance des pays de l'UEMOA, alors que ceux affectant les prix apparaissent relativement plus corrélés. Cette situation peut s'expliquer par l'existence de facteurs nationaux persistants. Des analyses contrefactuelles ont également été menées sous l'hypothèse de la présence de chocs communs ou de chocs spécifiques agissant seuls. Ces analyses permettent d'affirmer que les chocs idiosyncratiques contribuent significativement aux dispersions des taux de croissance et des taux d'inflation au sein de l'Union. Les chocs communs expliqueraient la plupart des fluctuations du PIB réel et des cycles des prix à la consommation. Ainsi, les asymétries nationales observées ne seraient pas liées à des réponses hétérogènes à des chocs communs, mais plutôt à la persistance et à l'importance de facteurs nationaux spécifiques.

La persistance de facteurs spécifiques est testée en estimant des équations de données de panel des dispersions de croissance et d'inflation. Les résultats suggèrent que les réformes entreprises au sein de la région UEMOA ont conduit à une plus grande convergence des taux de croissance et d'inflation. Cependant, la dispersion des deux indicateurs est persistante dans le temps. Si les réformes politiques ont favorisé la

convergence entre les économies membres de l'Union, les facteurs structurels restent déterminants et expliquent la persistance des dispersions observées.

Une plus grande symétrie des chocs est importante pour améliorer l'efficacité d'une politique monétaire commune et pour réduire les coûts d'opportunité associés à la politique monétaire nationale. De ce point de vue, il est important que des actions de politique économique soient entreprises pour réduire les asymétries observées au sein de la région UEMOA. Cette perspective nécessite de réduire l'importance des facteurs nationaux qui déterminent encore largement les économies de l'Union. Les faits stylisés présentés dans cette étude révèlent que les pays de l'Union n'ont pas les mêmes structures économiques et dépendent de la production et de l'exportation d'un nombre réduit de biens, qui diffèrent d'un pays membre de l'Union à l'autre. Ainsi, les cycles économiques nationaux ne sont pas déterminés de la même manière par l'évolution des prix internationaux des matières premières. La perspective d'une plus grande symétrie des chocs au sein de la zone pourrait consister en des actions visant à réduire le rôle des facteurs nationaux, notamment les chocs socio-politiques, dans trois directions principales : la diversification des économies, le renforcement des échanges intra-zone pour amener les cycles économiques nationaux dans la même phase, et la consolidation des efforts entrepris dans le cadre du PSCS.

Bibliographie

- Altavilla, C. 2004. "Do EMU members share the same business cycle?" *Journal of Common Market Studies*, 42(5): 869–96.
- Basdevant, O., P.A. Imam, T. Kinda and A. Zdzienicka. 2015. *Strengthening the West African Economic and Monetary Union: The Role of Fiscal and Market Institutions in Economic Stabilization*. IMF African Department Paper 15(11). International Monetary Fund, Washington, DC.
- BCEAO. 2012. Symposium du cinquantième anniversaire: Remarques conclusives du Gouverneur à la clôture du symposium. Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Central Bank of West African States), Dakar.
- Boureima, A. 2005. « La famine au Niger: les facteurs géographiques d'une crise », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, p. 231-232, Juillet-Octobre.
- Bower, U. and C. Guillemineau. 2006. "Determinants of business cycle synchronization across Euro area countries". ECB WP Series 587, European Central Bank.
- Clarida, R. and G. Jordi. 1994. "Sources of real exchange-rate fluctuations: How important are nominal shocks?," *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, 41(1): 1-56.
- Clarida, R., J. Gali and M. Gertler. 1999. "The science of monetary policy: A new Keynesian perspective". *Journal of Economic Literature*, 37: 1661–1707.
- Darvas, Z., A. K. Rose, and G. Szapary. 2005. "Fiscal divergence and business cycle synchronization: irresponsibility is idiosyncratic". NBER Working Paper No 11580, National Bureau of Economic Research.

- De Grauwe, P. 2000. *Economics of Monetary Union*. Oxford University Press.
- De Grauwe, P. 2005. *Economics of Monetary Union*. London: Oxford University Press, , Fourth Edition.
- Dedehouanou, F.S. 2009. "Asymmetric Shocks and Adjustment in West African Monetary Union". *African Journal of Economic Policy*, 16(1), pp.105–145.
- Diagne, A. and A.-A. Niang. 2008. Co-mouvements économiques dans les pays de la Zone CFA: une analyse par le modèle factoriel dynamique généralisé. Laboratoire d'Economie et de Gestion, CNRS, Université de Bourgogne, Document de travail 08.
- Diallo, M. L. et Doé, L. 1997. Déterminants empiriques de l'inflation dans les pays de l'UEMOA. Note d'Information et Statistiques de la BCEAO No. 476, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
- Diarisso, S. et L. Doé. 1997. "De l'origine de l'inflation dans les pays de l'UEMOA". Document d'Etude et de Recherche de la BCEAO No. 05, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
- Diaw, A. and A.K. Sall. 2012. "Les déterminants de l'inflation dans l'UEMOA: une approche en données de panel". *Revue Economie et Gestion*, 11(1-2), pp. 85-110.
- Drummond, P., Aisen, A., Alper, E., Fuli, E., and Walker, S. 2015. "Toward a Monetary Union in the East African Community Asymmetric Shocks, Exchange Rates, and Risk-Sharing Mechanisms". The African Departmental Paper Series 15(08): pp. 58.
- Eickmeier, S. and J. Breitung. 2006. "How synchronized are Central and East European economies with the Euro area? Evidence from a structural factor model". *Journal of Comparative Economics*, 34(3): 538–63.
- Frankel, J.A., and A K. Rose. 1998. "The endogeneity of the optimum currency area criteria". *Economic Journal*, 108(449): 1009–25.
- Gayer, G. 2007. "A Fresh Look at Business Cycle Synchronization in the Euro Area". European Economy - Economic Papers 2008 - 2015 287, Directorate General Economic and Financial Affairs (DG ECFIN), European Commission.
- Giannone, D., M. Lenza and L. Reichlin. 2009. "Business cycles in the Euro area. ECB". WP Series 1010, European Central Bank.
- Giannone, D. and L. Reichlin. 2006. "Trends and cycles in the Euro area: How much heterogeneity and should we worry about it?" ECB Working Paper Series 595, European Central Bank.
- Hausman, J. A. 1978. "Specification Tests in Econometrics". *Econometrica* 46(6): 1251-1271.
- Houssa, R. 2008. "Monetary union in West Africa and asymmetric shocks: A dynamic structural factor model approach". *Journal of Development Economics*, 85(1–2): 319–47.
- IMF. 2013a. "Toward a fiscal union for the European Area". IMF Staff Discussion Note No. 13(09). International Monetary Fund, Washington, D.C.
Disponible à l'adresse: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2013/sdn1309.pdf>.
- IMF. 2013b. "West African Economic and Monetary Union". Country Report No. 13(92). International Monetary Fund, Washington, DC.
Disponible à l'adresse: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr1392.pdf>.
- Kilian, L., and H. Lütkepohl. 2017. *Structural Vector Autoregressive Analysis*. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom.

- N’Goma, B.J.-M. 2000. “Analyse des chocs d'offre et de demande dans la zone CFA: une méthode structurelle d'autorégression vectorielle”. Centre de recherche et développement en économique, Cahier 13-2000. Université de Montréal, Centre de recherche et développement en économique
- Nubukpo, K. 2002. “L’impact de la variation des taux d’intérêt directeurs de la BCEAO sur l’inflation et la croissance dans l’UMOA”. BCEAO Notes d’Information et Statistiques 526. Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (Central Bank of West African States), Dakar.
- Qureshi, M.S., and C. Tsangarides. 2008. “Monetary union membership in West Africa: A cluster analysis”. *World Development*, 36(7): 1261–79.
- Rogoff, K. 1985. “The optimal degree of commitment to an intermediate monetary target?” *Quarterly Journal of Economics*, 100(4): 1169–89.
- Sarr, F. and C.T. Ndiaye. 2011. (A)symétrie et convergence des politiques et chocs budgétaires en zone UEMOA. *Revue Economique et Monétaire de la BCEAO*, 6, 7 & 8, Edition Spéciale « Zone monétaire », pp. 9-46.
- Sarr, F. and A. Wade. 2015. “Analyse dynamique de la convergence des chocs macroéconomiques et implications de politiques économiques dans la zone UEMOA”. *Revue d’Economie Théorique et Appliquée*, 5(2): 115–34.
- Stavrev, E. 2007. “Growth and inflation dispersions in EMU: Reasons, the role of adjustment channels, and policy implications”. IMF Working Paper No. 2007(167). International Monetary Fund, Washington, D.C.
- Stavrev, E. 2008. “What explains growth and inflation dispersions in EMU?” *Czech Journal of Economics and Finance*, 58(01–02): 57–67.
- Toe, D. 2010. “Modèle de prévision de l’inflation dans les pays membres de l’UEMOA”. Document d’Etude et de Recherche de la BCEAO, 10(03), Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest, Novembre 2000. <https://www.bceao.int/sites/default/files/2017-12/er12010.pdf>
- Zdzienicka, A., C. Kolerus, E. Hitaj and D. J. Shapiro. 2013. “Responding to Shocks and Maintaining Stability in the West African Economic and Monetary Union”, IMF, Departmental Paper Series, 13(07): pp. 41.
- Zerihun, M.F., M. C. Breitenbach and F. M. Kemegue. 2015. “Assessment of monetary union in SADC: Evidence from cointegration and panel unit root tests”. University of Pretoria Department of Economics Working Paper Series No. 2015(02).
- Zerihun, M.F., M. C. Breitenbach and F. M. Kemegue. 2014. “Greek Wedding in SADC? Testing for structural symmetry toward SADC monetary integration”. *The African Finance Journal*, 16(2): 16–33.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org